

CONNEXION ICPA

Septembre 2021 | No. 9

Elise Bigley | Rédactrice

Quoi de neuf à l'ICPA

Après l'élection : Les défis et les opportunités du gouvernement fédéral du Canada
Enregistrement du webinaire

L'ICPA dans les nouvelles

« Election campaign largely ignored agriculture sector » Laura Rance, Winnipeg Free Press

« Bees with jobs, post-election direction, Canada's 'super ministry' » Kim McConnell sur Between the Rows

« Découvrez L'ICPA » Tyler McCann et Gaetan Lussier sur La Quotidienne

« Agri-food should be in the driver's seat of a post pandemic recovery » Tyler McCann pour The Hub

« Next cabinet needs to get serious about foods, agriculture leaders say » Jake Edmiston, Financial Post

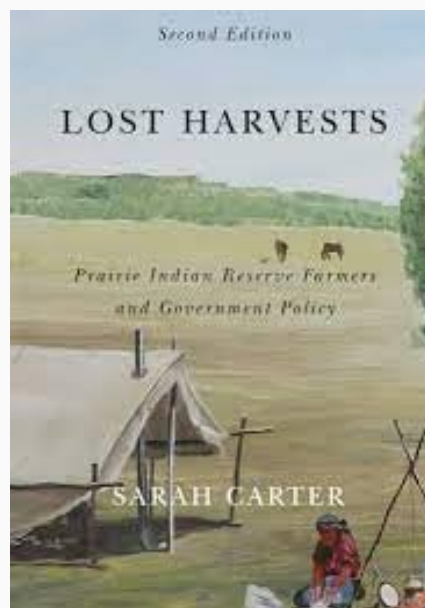
« CABI names four agri-food experts as distinguished fellows » RealAgriculture

« L'Institut canadien des politiques agroalimentaires fait l'annonce de ses nouveaux boursiers distingués » SamyRabbat

« Goddard highlights agriculture's role in health » Jim Romahn, Agri 007

Nos lectures

Dans son livre publié en 1990 et intitulé **Lost Harvests: Prairie Indian Reserve Farmers and Government Policy**, Sarah Carter, Ph. D., remet en question les hypothèses entourant l'échec de l'agriculture dans les réserves des Prairies, échec initialement attribué à un manque d'intérêt ou de compétences en agriculture de la part des peuples autochtones. Mme Carter aborde cette hypothèse « en démontrant que les résidents des réserves ont investi des efforts considérables dans l'agriculture; ce sont principalement les politiques gouvernementales qui ont nui à leur succès » [traduction]. Grâce à des recherches approfondies, Mme Carter présente au lecteur une analyse rigoureuse des politiques gouvernementales, des réactions des peuples autochtones et de l'incidence de ces politiques sur les conditions socioéconomiques des collectivités des réserves des Prairies. Le livre *Lost Harvests* a récemment été présenté dans le balado **The Diversity Imperative**. Nous vous encourageons à écouter l'entrevue avec Mme Carter en suivant ce **lien** (en anglais seulement).



Occasion manquée de débattre d'importantes questions agroalimentaires

La 44^e élection générale du Canada s'est déroulée sans la tenue d'un débat sérieux sur la politique agroalimentaire. Cette absence de débat a peut-être démontré la dynamique des campagnes électorales modernes axées sur la personnalité, influencées par des phrases accrocheuses et les médias sociaux, mais il n'en reste pas moins qu'un débat sur l'avenir de la politique agroalimentaire au Canada est nécessaire.

Les acteurs du système agroalimentaire auraient aimé voir une reconnaissance des contributions économiques, environnementales et sociales de celui-ci tout au long de la campagne. Du fournisseur d'intrants, en passant par le transformateur, le détaillant, le consommateur et tous les autres intermédiaires, ces contributions se font sentir dans les collectivités rurales, suburbaines et urbaines partout au pays.

La plupart des intervenants du système auraient également souhaité qu'on reconnaisse davantage le rôle que le secteur peut jouer dans le rétablissement du Canada après la pandémie. Les contributions positives du système sont déjà visibles, mais il peut en faire plus.

Cependant, la reconnaissance des contributions actuelles et potentielles du système agroalimentaire ne constitue qu'une première étape. Les campagnes sont aussi l'occasion de tenir un débat pertinent sur l'avenir de la politique agroalimentaire, et les enjeux susceptibles d'alimenter ce dialogue abondent.

Par exemple, les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) peuvent coûter aux gouvernements fédéral et provinciaux quelque 2 milliards de dollars par année. Ces programmes sont en cours de renégociation, et pourtant, la dernière campagne n'a donné lieu qu'à peu de discussions sur la direction qu'ils devraient prendre.

Même lorsque les programmes électoraux formulaient des commentaires sur les programmes de GRE, il n'y avait aucune précision à ce sujet. Il y a néanmoins de véritables options qui auraient pu faire l'objet de débats.

Par exemple, un parti pourrait appuyer une hausse des dépenses pour augmenter le seuil de déclenchement des paiements d'Agri-stabilité, tandis qu'un autre pourrait s'engager à remplacer Agri-stabilité et Agri-investissement par un programme axé sur la marge et fondé sur l'assurance. De plus, des engagements pourraient être pris pour tirer parti du secteur privé ou pour accroître la conformité croisée afin d'améliorer les incidences environnementales. Un débat riche sur les politiques, qui tient compte des avantages et des inconvénients, rendrait un service immense tant aux agriculteurs qu'aux gouvernements et aux contribuables.

En outre, un débat crucial devrait être tenu sur l'avenir de l'alimentation et sur la façon dont le Canada répondrait aux besoins de premier ordre en matière de sécurité alimentaire, de durabilité de l'environnement et de rentabilité agricole. S'agirait-il d'une approche qui favorise l'innovation, qui s'engage à moderniser les cadres réglementaires, qui soutient de nouveaux outils – comme les nouvelles techniques d'amélioration végétale –, qui s'appuie sur de nouvelles recherches et qui encourage la prise de risques scientifiques?

Ou s'agirait-il d'une approche qui emploie des méthodes plus conventionnelles et qui accorde la priorité à la production à petite échelle dans des réseaux locaux fermés, soit une approche qui préconise une réglementation plus restrictive fondée sur les dangers? L'accent serait davantage mis sur la réduction des incidences de la production alimentaire plutôt que sur la création de nouveaux outils.

Ces différentes approches pourraient engendrer un débat sérieux sur l'avenir de l'alimentation, fondé sur la recherche et l'analyse, y compris les pour et les contre des solutions proposées et des solutions de rechange, un débat qui mettrait ultimement en valeur le système agroalimentaire.

Le commentaire se poursuit à la page 3

Recherche sur les politiques : à quoi ça sert?

Suite de la page 2

Bien qu'il puisse être difficile d'imaginer un tel débat sur les politiques dans un contexte de campagne électorale, les discussions sur les politiques et les visions divergentes sont possibles. Des discussions semblables ont déjà eu lieu sur des dossiers importants, comme le logement et les garderies, alors pourquoi pas sur l'agroalimentaire?

L'absence d'un débat sur les enjeux stratégiques agroalimentaires peut refléter un consensus en matière de politiques sur les défis et les possibilités de ce secteur. Si c'est bel et bien le cas, on peut espérer que les gouvernements seront mieux habilités pour agir.

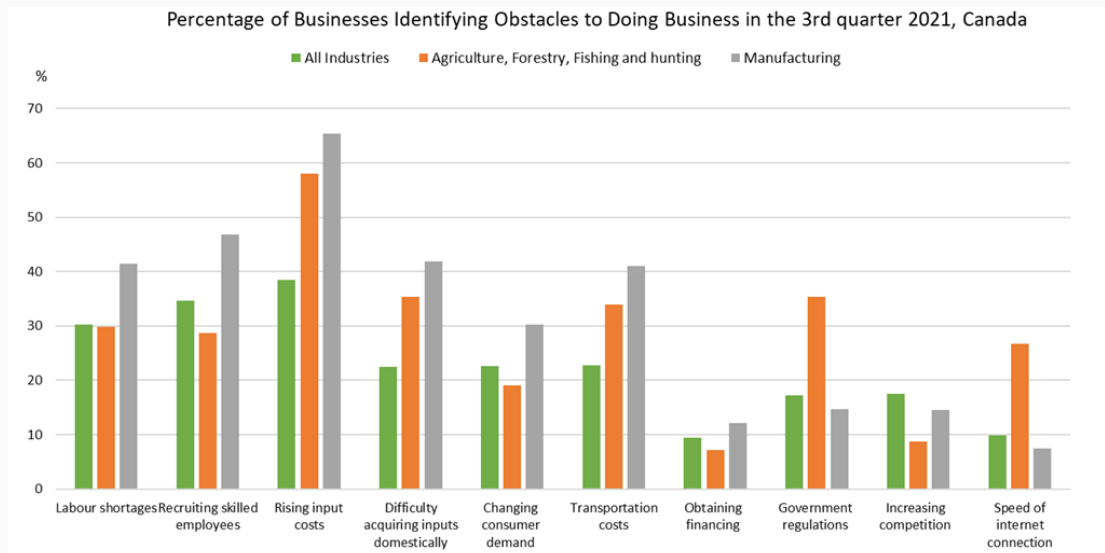
Le consensus présumé peut aussi signifier que les partis acceptent un statu quo déjà enraciné dans les défis politiques du passé et qui ne convient pas aux défis stratégiques de l'avenir. Accepter le statu quo se traduit par une occasion manquée de poser des questions difficiles sur l'avenir, ainsi que de façonner les politiques qui renforceront le système agroalimentaire du Canada et qui le mèneraient sur la voie du rétablissement post-pandémie.

La façon dont les aliments sont produits, vendus et consommés est en train de changer et sera probablement très différente à l'avenir. C'est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles le système agroalimentaire du Canada pourrait bénéficier d'un plus grand nombre de recherches, d'analyses, de dialogues et de débats sur les politiques. Une élection aurait pu constituer une bonne occasion de présenter des visions audacieuses pour l'avenir de l'alimentation et de faire de la politique agroalimentaire un sujet d'intérêt pour les Canadiens et Canadiennes.

Tyler McCann, Directeur principal

Un grand graphique

Des Obstacles anticipés pour les entreprises agricoles au troisième trimestre 2021



Statistique Canada vient de publier les résultats de son Enquête canadienne sur la conjoncture des affaires, menée pour mieux comprendre l'impact de la COVID-19 sur des groupes et des industries spécifiques. Au cours du troisième trimestre de 2021, une proportion plus élevée de propriétaires d'entreprise dans l'industrie de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse s'attend à des obstacles liés à la hausse des coûts des intrants, à la difficulté d'acquérir des intrants et aux coûts de transport par rapport à la moyenne de l'ensemble de l'industrie. Cela n'est pas surprenant compte tenu des récentes sécheresses, des pressions sur les prix des produits de base et des problèmes de chaîne d'approvisionnement.

Cependant, plus d'entreprises manufacturières, telles que la transformation des aliments, s'attendent à des obstacles dus aux pénuries de main-d'œuvre et au recrutement de travailleurs qualifiés, ainsi qu'à la hausse des coûts des intrants. Sans surprise, pour les entreprises agricoles, forestières, de pêche et de chasse, qui opèrent principalement dans des zones plus rurales, la vitesse de la connexion Internet est anticipée à être un obstacle important par rapport aux autres industries, pendant que les réglementations gouvernementales sont également identifiées comme obstacle important pour les entreprises agricoles, forestières, de pêche et de chasse au troisième trimestre de 2021.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2021.

Possibilités de financement à l'ICPA

Votre engagement est essentiel. Il est urgent d'intensifier nos efforts, puisque les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire peuvent fournir des solutions cruciales pour l'économie, l'environnement, la santé et la sécurité alimentaire mondiale. Toutefois, les politiques doivent impérativement être modifiées de manière créative.

L'ICPA est heureux d'annoncer qu'il organisera son tout premier concours sur les politiques agroalimentaires à l'automne 2021. L'ICPA s'engage à rechercher des idées stratégiques audacieuses et novatrices pour répondre aux besoins critiques du système agroalimentaire canadien, soit de rendre celui-ci plus résilient, qu'il produise davantage, mieux et de façon durable et rentable, en phase avec la demande croissante des consommateurs au pays et à l'international.

Dans le cadre de ce concours, nous solliciterons des idées créatives sur la façon dont les acteurs publics et privés peuvent contribuer à répondre à ce besoin. Des subventions seront octroyées pour transformer ces idées en propositions politiques concrètes.

Investir dans l'environnement

Les nouvelles technologies et les nouveaux outils changent la façon de faire des agriculteurs d'aujourd'hui. Cependant, l'adoption de nouvelles technologies ou la modification des méthodes de production alimentaire peuvent entraîner des coûts qui peuvent freiner la contribution des agriculteurs à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de la biodiversité.

Ces nouvelles technologies et pratiques peuvent avoir un effet positif sur l'environnement – à condition que les agriculteurs les adoptent.

Le projet vise à déterminer les politiques publiques et privées qui peuvent accroître rapidement l'adoption et la mise en œuvre de nouveaux outils ainsi que les pratiques qui maximisent les résultats environnementaux.

Ce projet est financé en partie par la Fondation RBC. Nous cherchons activement d'autres partenaires privés et des fondations pour lancer officiellement le projet.

Appuyer l'ICPA

Vous pouvez faire la différence! Songez à devenir partenaire de notre travail ou à l'appuyer par l'entremise de la Fondation de l'agroalimentaire du Canada, un organisme de bienfaisance enregistré. Votre engagement est très important, car il est urgent d'intensifier nos efforts, étant donné que l'agriculture et l'agroalimentaire peuvent être des fournisseurs de solutions essentiels pour l'économie, l'environnement, la santé, l'alimentation et la sécurité mondiale. Mais, les changements créatifs aux politiques sont cruciaux. Cliquez ici pour en savoir plus.

L'ICPA reconnaît le soutien global de ses nombreux partenaires, en particulier celui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Canada 